



La FEF dénonce un accord anti-jeunesse et appelle à rejoindre la manifestation du 13 février

La Fédération des étudiants francophones partage sa révolte alors que sont dévoilées les mesures de l'accord Arizona. L'Arizona viole les précaires, qu'ils soient aux études ou à leur sortie. Contre la précarité des jeunes et ceux qui la font prospérer, la FEF appelle la jeunesse à se mobiliser ce 13 février.

Les étudiants précaires : entre craintes pour l'avenir des CPAS et travail intensifié

Un étudiant sur 10 dépend aujourd'hui d'un CPAS pour financer ses études. Face à cette précarité étudiante en explosion, la FEF craint fortement pour l'avenir de l'aide sociale et de la situation des jeunes qui en dépendent. Les exclusions à venir des allocations de chômage et leur renvoi vers les CPAS vont faire exploser la charge de CPAS qui n'avaient déjà pas assez de bras et de temps pour pouvoir accompagner décemment les populations précaires, dont les étudiants. Comment vont-ils faire désormais alors qu'ils disent déjà que les moyens supplémentaires seront très loin de suffire ?

La seule solution que le gouvernement envisage, c'est l'intensification du travail étudiant lequel allonge les études. De nombreux étudiants n'avaient aujourd'hui aucun choix que de travailler 600 heures. Mais est-ce le modèle de société que de faire travailler les étudiants dans les bars plutôt que de leur laisser leur temps d'étude ? Et le gouvernement continue dans cette voie en augmentant le plafond à 650 heures mais ne prévoit rien pour augmenter le salaire minimum des jeunes jobistes ou leur permettre l'accès à la sécurité sociale en cas de maladie.

Une politique raciste pour les étudiants étrangers

Le MR et Engagés poursuivent leur chasse aux étudiants étrangers. Après que le gouvernement Degryse ait fait exploser leurs droits d'inscription à 20.875€ pour un cycle bachelier et master, l'Arizona bloque tous les visas d'étude des pays à risque de fraude pour des raisons de "sécurité nationale". Cette politique aveugle bloquera les visas de très nombreux pays africains en particulier, limitant l'accès aux études en Belgique aux pays occidentaux. En considérant n'importe quel étudiant originaire de ces pays comme un fraudeur, elle fait porter sur eux un stigmata raciste.

Allocations d'insertion limitées à 1 an : les jeunes asséchés à la sortie de leurs études

S'il est positif que le stage d'attente des jeunes sortant de leurs études soit raccourci, La FEF dénonce le fait que le gouvernement maintienne la limitation de l'accès aux allocations d'insertion à 25 ans qui rend ce revenu aidant les jeunes à s'insérer sur le marché du travail largement inaccessible aux étudiants qui entreprennent un master. Pire : ils décident de raccourcir à une seule année la durée de ces revenus post-étudiants, alors que l'arrivée sur le marché du travail est si précaire pour de nombreux jeunes. Des milliers de jeunes vont être fauchés post-études par cette limitation nouvelle dans leurs droits sociaux.

Adam Assaoui, président de la FEF : « Nos cours et tribunaux ont rétabli le droit aux allocations d'insertion à 30 ans et contesté leur limitation à 3 ans. Et aujourd'hui, on les raboterait encore, à 2 ans. Combien de temps faudra-t-il pour que le gouvernement fédéral respecte les décisions de justice et l'Etat de droit ? »

Le gouvernement Arizona n'a semble-t-il aucune conscience des difficultés particulières d'accès aux premiers emplois de sa jeunesse. Face à ces difficultés, il préfère couper les maigres ressources qui permettaient aux jeunes un peu de sérénité dans leurs premières années de recherche d'emploi, plutôt que de les aider dans cette période de transition stressante.

Adam Assaoui, président de la FEF : « Après que le MR ait nié la précarité des étudiants, l'Arizona nie la précarité à leur sortie ».

CONTACT PRESSE

Président : Adam Assaoui – adam.assaoui@fef.be – +32 473 93 45 85